

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 4 février 1992

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 17 pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

DEMANDE DE DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je demanderais simplement à la présidence de nous dire si le ministre de l'Environnement ne devrait pas faire une déclaration au sujet des annonces alarmantes qui ont été faites hier concernant les observations atmosphériques dans l'hémisphère nord et dans lesquelles on disait que la couche d'ozone avait été réduite de 35 p. 100. Cette situation est extrêmement alarmante. Comme vous le savez, chaque réduction de 1 p. 100 de la couche d'ozone peut s'accompagner d'une hausse de 4 p. 100 du cancer de la peau. À mon avis, il incombe au ministre de l'Environnement d'indiquer à la Chambre et aux Canadiens ce que lui et le gouvernement comptent faire au juste à ce sujet.

• (1010)

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Le député soulève une question fort importante, mais je crois que la période des questions orales, cet après-midi, serait l'en-

droit tout désigné. Si le député veut interroger le ministre de l'Environnement, il aura tout le loisir de le faire, et je lui conseillerais de s'en prévaloir.

* * *

L'ORGANISATION INTERPARLEMENTAIRE DE L'ANASE

DÉPÔT DU RAPPORT DE LA XII^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

M. Gilbert Chartrand (Verdun—Saint-Paul): Monsieur le Président, en vertu de l'article 34 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la XII^e Assemblée générale de l'OIPA, tenue à Bangkok, en Thaïlande, du 18 au 23 novembre 1991.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom d'un certain nombre d'habitants de ma circonscription. Quand je parle d'un certain nombre, je veux dire ici un grand nombre, car les signatures font plusieurs pages. Je ne sais pas combien il y a de signataires exactement, mais il doit y en avoir au moins quelques milliers.

Ils se soucient du tort que la taxe sur les produits et services leur cause à eux personnellement, à leurs familles ainsi qu'à leurs entreprises. À leur avis, cette taxe porte un coup mortel à l'économie locale de Kamloops. À ces causes, ils prient le gouvernement, en ce début d'année, de prendre les mesures qui s'imposent, de leur donner une lueur d'espoir et d'abolir cette taxe des plus abjectes.

LA RIVIÈRE THOMPSON-NORD

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Par ailleurs, monsieur le Président, des habitants de la Colombie-Britannique ont entendu dire qu'une société demandait l'autorisation de détourner la rivière Thompson-Nord et de l'amener par divers chenaux jusque dans la région de Los Angeles. Ils prient le gouvernement du Canada d'être ferme et de